

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Dixième session extraordinaire d'urgence
Point 5 de l'ordre du jour
Mesures illégales prises par les autorités israéliennes
à Jérusalem-Est occupée ainsi que dans le reste
du Territoire palestinien occupé**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année**

**Lettres identiques datées du 30 décembre 2024, adressées
au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale
et à la Présidente du Conseil de sécurité par l'Observateur
permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Voilà 450 jours qu'Israël, Puissance occupante, se livre à une guerre génocidaire contre le peuple palestinien, décimant la bande de Gaza et sa population civile avec une immoralité et une inhumanité absolues.

L'assaut barbare mené par Israël vise à annihiler délibérément et méthodiquement toutes les ressources indispensables à la survie de la population, notamment par la destruction des hôpitaux et du système de santé de Gaza et par la prise pour cible des médecins, des infirmières, du personnel médical et des travailleurs humanitaires qui s'évertuent à sauver des vies dans les conditions les plus inhumaines et les plus épouvantables qui soient. C'est un génocide.

Nul ne saurait nier que le fait de priver un peuple de soins de santé en situation de guerre – dans le cadre de laquelle l'agresseur lui inflige sciemment et systématiquement des pertes massives et lui impose des déplacements massifs et une famine généralisée – vise à anéantir ledit peuple en tout ou en partie, à faire obstacle à son rétablissement et à son relèvement, et à empêcher sa subsistance et son existence même dans sa propre patrie. C'est un génocide.

L'organisation non gouvernementale Doctors against Genocide a souligné que la destruction des infrastructures de soins était une tactique génocidaire qui visait à accélérer la mort, ajoutant qu'en l'absence d'hôpitaux opérationnels, il était impossible de sauver des vies.

Lors de sa dernière attaque en date menée à grande échelle, Israël a visé l'hôpital Kamal Adwan, dernier grand hôpital en état de fonctionnement situé dans la partie nord de la bande de Gaza assiégée, qui accueillait des malades et des blessés et comptait avec un service de maternité et un service néonatal. L'hôpital fournissait également de l'oxygène et d'autres gaz à usage médical aux ambulances et à d'autres



centres de santé partiellement fonctionnels de la région qui avaient épuisé leurs réserves, étant donné qu'Israël poursuivait sa sinistre campagne d'obstruction à l'acheminement de denrées alimentaires, d'eau, de fournitures médicales et d'autres articles humanitaires de première nécessité, tout en dupant le monde entier par des affirmations contraires.

Après plus de trois mois de siège de la zone et d'attaques à proximité et autour de l'hôpital, les forces d'occupation israéliennes ont envahi l'hôpital Kamal Adwan le 27 décembre : ils ont attaqué l'établissement au moyen de tireurs d'élite, de chars et de drones quadrirotors ; ils ont terrorisé, torturé et exécuté des patients et des membres du personnel médical ; ils ont détruit du matériel et incendié des services entiers de l'hôpital, lesquels ont été réduits en cendres. On estime que le raid mené par Israël sur l'hôpital a fait au moins 50 morts.

Des soldats israéliens ont ordonné à des patients terrifiés, notamment des femmes qui venaient d'accoucher et des patients grièvement blessés, de quitter l'hôpital, sans aucun moyen de transport ni endroit où se mettre à l'abri dans le froid hivernal. Ils ont ensuite procédé à de violentes arrestations, forçant les personnes détenues à se dévêtir dehors dans le froid, et ont emmené de force au moins 240 personnes qui se trouvaient dans l'hôpital, dont des patients et des membres du personnel médical.

Parmi les personnes enlevées figure le Dr. Hussam Abu Safiyah, directeur de l'hôpital Kamal Adwan. Son sort, comme celui de milliers d'autres Palestiniens enlevés par Israël, en majorité des hommes, reste inconnu. Le Dr. Abu Safiyah avait fait le serment de rester à l'hôpital pour soigner ses patients, même après qu'Israël eut tué son jeune fils Ibrahim lors d'un assaut mené en octobre. Depuis plusieurs semaines, il appelait la communauté internationale à intervenir pour protéger l'hôpital et préserver les patients et les centaines de civils qui s'y trouvaient d'une attaque israélienne.

Nous exhortons la Puissance occupante à libérer le Dr. Abu Safiyah et les milliers d'autres Palestiniens qu'elle a enlevés, principalement des hommes de tous âges, à mettre fin à l'incarcération et aux actes de torture qu'ils subissent et à les remettre sains et saufs à leurs proches.

Il faut mettre un terme à cette immoralité et à cette inhumanité absolues en instaurant un cessez-le-feu immédiat, permanent et inconditionnel et en procédant à un échange d'otages contre des prisonniers. Il ne fait toutefois aucun doute que les dirigeants politiques et militaires israéliens n'envisagent aucune de ces deux solutions.

Au contraire, Israël poursuit sans relâche ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité, faisant fi des nombreux appels de la communauté internationale en faveur d'un cessez-le-feu et continuant de perpétrer des attaques génocidaires contre le peuple palestinien, sans perspective de dénouement alors que le cap des 15 mois sera prochainement franchi. De fait, Israël a non seulement poursuivi, mais également intensifié ses attaques militaires, sans accorder le moindre répit à la population civile, notamment à la communauté chrétienne de Gaza, qui a célébré cette année encore un Noël funeste sous les bombes et les missiles israéliens et dans des conditions humanitaires qui ne cessent de se détériorer, en particulier dans le nord du territoire.

À ce jour, plus de 153 600 Palestiniens ont été massacrés ou blessés par Israël à Gaza. En Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ce sont 800 Palestiniens supplémentaires qui ont été assassinés par les forces d'occupation et les colons extrémistes.

Les médecins internationaux qui travaillent avec des missions médicales sur le terrain à Gaza ont confirmé que l'écrasante majorité des morts et des blessés étaient des civils, et que plus de 70 % d'entre eux étaient des femmes et des enfants. Parmi les récentes victimes de la guerre menée par Israël contre notre peuple, on déplore six nouveau-nés morts d'hypothermie dans les tentes où leurs familles déplacées de force s'abritent depuis des mois, sans chauffage ou médicaments, et sans eau ni nourriture, puisque la Puissance occupante les prive des ressources élémentaires nécessaires à leur survie. Des dizaines d'autres enfants sont morts de malnutrition dans un contexte où Israël continue d'affamer la population, en imposant délibérément et par la force une situation de famine.

Selon Oxfam International, Israël a tué plus de femmes et d'enfants à Gaza au cours de l'année écoulée qu'au cours d'une période équivalente dans tous les autres conflits survenus au cours des vingt dernières années. D'après les estimations, Israël a en outre tué, blessé ou fait disparaître au moins 10 % de la population de Gaza.

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, ce bilan alarmant n'est en plus qu'un chiffre prudent, puisque l'on estime que des milliers d'autres personnes sont probablement décédées, notamment des suites d'épidémies et de malnutrition, qui ont gravement compromis le système immunitaire des habitants et affaibli leur capacité à résister et à traverser un nouvel hiver dans des conditions de déplacement et de violence.

Faute de mettre un terme à ce génocide, des milliers de personnes mourront sous l'effet des assauts militaires israéliens, de la malnutrition, des maladies transmissibles et des nombreux risques sanitaires à long terme qui résultent de la destruction des infrastructures civiles par Israël et de l'incidence environnementale massive de la guerre, notamment les substances polluantes et toxiques contenues dans les munitions explosives utilisées par Israël contre la population et la destruction généralisée des réseaux d'assainissement et d'approvisionnement en eau.

Parallèlement, Israël s'emploie à détruire le système de santé de Gaza, prive délibérément la population des soins médicaux et d'une aide d'urgence en temps de guerre, aggrave les souffrances et accélère le nettoyage ethnique et la disparition du peuple palestinien, dans un acte grotesque et sans précédent de punition collective de masse.

À cet égard, l'Organisation mondiale de la Santé a souligné que le démantèlement systématique du système de santé à Gaza était synonyme de condamnation à mort pour des dizaines de milliers de Palestiniens nécessitant une prise en charge ; elle a ajouté que cette tragédie devait cesser et que les soins de santé devaient être protégés, et elle a appelé à un cessez-le-feu.

Nous nous joignons à ces appels, relayés par toute la communauté internationale. Des gouvernements, des parlements et d'innombrables organisations humanitaires et de défense des droits humains internationales, palestiniennes ou encore israéliennes ont en effet appelé au cessez-le-feu et à la fin des atrocités perpétrées par Israël contre le peuple palestinien dans le cadre de son régime d'occupation coloniale illégale et d'apartheid.

Il est plus que temps de mettre fin à ces atrocités, à cette immoralité et à cette inhumanité. Il faut un cessez-le-feu immédiat, permanent et inconditionnel. Il faut garantir immédiatement un accès humanitaire continu et sans entrave à toutes les parties de Gaza, notamment pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), pilier de l'action humanitaire de la communauté internationale à Gaza et dans le reste du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Israël doit être sommé et contraint de respecter ses obligations juridiques internationales, notamment le droit international humanitaire, les mesures conservatoires prises par la Cour internationale de Justice et les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, ce qui suppose de respecter le mandat et les privilèges et immunités de l'UNRWA. Face au génocide en cours, la communauté internationale doit se refuser à tolérer que les opérations humanitaires vitales de l'Office soient freinées ou interrompues par la Puissance occupante, faute de quoi elle condamnerait à mort des millions de personnes dont la survie dépend de l'aide indispensable de cette entité.

Il faut fournir une protection internationale au peuple palestinien, notamment en acheminant de toute urgence toutes les fournitures humanitaires nécessaires, notamment des abris, des denrées alimentaires, de l'eau, des médicaments et du carburant dans toutes les zones de Gaza, y compris dans le nord, afin de permettre à la population civile de trouver un refuge, de se soigner, de se relever et de survivre, dans un contexte où Israël continue de menacer l'existence même des Gazaouis.

Il faut mener des enquêtes internationales indépendantes et transparentes et faire toute la lumière sur les crimes perpétrés par la Puissance occupante contre le peuple palestinien, établir toutes les responsabilités et mettre un terme à l'impunité une fois pour toutes.

Nous implorons donc une fois de plus la communauté internationale d'agir de toute urgence pour mettre fin au supplice infligé à notre peuple. Le Conseil de sécurité doit respecter les obligations qui lui incombent au titre de la Charte des Nations Unies, donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale d'instaurer un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et permanent et veiller au respect de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice, et toutes les résolutions pertinentes doivent être appliquées sans délai. L'heure n'est plus aux attermoissements ni aux tergiversations. Rien ne saurait justifier un génocide.

Nous appelons une fois de plus toutes les composantes du système des Nations Unies, tous les États et tous les peuples à agir rapidement et concrètement pour respecter leurs obligations juridiques, politiques, humanitaires et morales, à agir immédiatement pour faire appliquer le droit international, notamment le droit humanitaire et le droit des droits humains, dans toutes les circonstances et sans exception, et à agir sans plus tarder pour sauver notre peuple.

Ne laissez pas cette catastrophe et ces atrocités abominables se poursuivre un jour de plus. Ne laissez pas cette cruauté contre le peuple palestinien et cette honte pour notre humanité collective se poursuivre en 2025. Faites cesser ce génocide et cette injustice historique.

La présente lettre fait suite aux 853 autres que nous vous avons déjà adressées au sujet de la crise qui perdure dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, lequel constitue le territoire de l'État de Palestine. Ces lettres, datées du 29 septembre 2000 (A/55/432-S/2000/921) au 16 décembre 2024 (A/ES-10/1017-S/2024/919), rendent compte des crimes commis par Israël, Puissance occupante, contre le peuple palestinien depuis septembre 2000. La Puissance occupante doit répondre de tous ses crimes de guerre, de son terrorisme d'État et des violations systématiques des droits humains de notre peuple, et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice. Ce régime d'occupation coloniale illégale et d'apartheid doit cesser maintenant.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la dixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, au titre du point 5 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre,
Observateur permanent
(*Signé*) Riyadh **Mansour**
